



Policy Brief - March 2021

Recherche stratégique sur les contextes d'intervention difficiles

Contexte de la Recherche

En mai 2018, une revue des performances des investissements du Fonds mondial par l'équipe des finances du Fonds mondial a révélé que 70 % des pays d'Afrique de l'Ouest et Centrale (AOC) enregistrent une faible absorption des allocations du Fonds mondial. L'une des implications de la faible utilisation des allocations du Fonds est l'absence de mise en œuvre des programmes et, par conséquent, le manque de fourniture des services destinés aux populations vulnérables qui en ont besoin. Certains des défis identifiés par une revue consultative ultérieure menée par le Bureau de l'Inspecteur Général (BIG) qui ont un impact sur la performance du programme comprennent¹:

- ◆ Les conditions sociopolitiques fragiles et instables dans certains pays d'Afrique de l'Ouest et Centrale.
- ◆ Un produit intérieur brut (PIB) faible par rapport au reste de l'Afrique - le PIB moyen en 2017 était inférieur de 33 % à celui du reste de l'Afrique, et une grande disparité entre le PIB par habitant le plus élevé et le plus faible de la région.
- ◆ La faiblesse des systèmes de santé, notamment la faible capacité humaine à mettre en œuvre les programmes de santé.
- ◆ Une marge de manœuvre budgétaire limitée et un faible financement de la santé.
- ◆ Un important déficit de financement pour les trois maladies malgré la contribution considérable des bailleurs pour la région.
- ◆ Actuellement, 27 pays sont classés dans la catégorie des contextes d'intervention difficiles dans le monde, dont 15 en Afrique, parmi lesquels 10 pays de la région de l'AOC, dont 7 pays à fort impact (Burkina Faso, Mali, Nigéria, Tchad, RDC, Côte d'Ivoire, Ghana)².

Introduction

Suite au rapport du BIG, le secrétariat du Fonds mondial a élaboré un plan d'action conformément à la recommandation du BIG, et une initiative " Accélérons le mouvement en AOC " a été mise en place en vue de trouver une solution à ce problème de mise en œuvre dans la région et d'améliorer les résultats des programmes. Ce plan d'action³ vise à :

1. Assurer la revue et la mise à jour des politiques/directives et des processus identifiés par le rapport.
2. Mener des revues pays par pays, qui permettront de mettre en œuvre la majorité des recommandations des plans d'action nationaux, avec des responsabilités claires pour les pays et les partenaires.
3. Travailler en étroite collaboration avec les partenaires et les pays, car bon nombre des défis identifiés ne relèvent pas de la compétence ou du mandat du Fonds mondial seul.

Dans le même ordre d'idées, le BCA, dans le cadre de la réunion des parties prenantes des pays, est parvenu à un consensus sur la nécessité d'avoir une compréhension approfondie de la question liée à la gestion de la mise en œuvre des subventions par

les pays issus de contextes d'intervention difficiles.

En effet, il est important de rappeler que la région des pays d'Afrique subsaharienne abritait 67% des personnes vivant avec le VIH, 25% des personnes touchées par la tuberculose et 92% des nouveaux cas de paludisme en 2019. Selon le rapport 2019 du Fonds mondial, 70% de son financement est investi dans la région et 45% dans la région de l'AOC. Les crises prolongées dans ces pays ont entraîné la destruction des institutions de l'État, des infrastructures sociales et économiques, dont des infrastructures de soins de santé, et ont provoqué des déplacements massifs de personnes. En juillet 2020, on comptait 626 838 réfugiés de la République centrafricaine résidant dans différentes parties de l'Afrique et 641 292 personnes déplacées à l'intérieur du pays. Le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays en République démocratique du Congo était estimé à 3,9 millions en octobre 2017 .



Résultats de la recherche

1. L'importance de cette analyse réside dans la nécessité de prendre en compte ces caractéristiques dans la prestation de services de santé et la mise en œuvre de programmes de santé des pays issus de contextes d'intervention difficiles. Par exemple, dans le cadre de la fourniture des services aux populations déplacées, il est nécessaire de prendre en compte la population d'accueil afin de réduire les tensions entre les réfugiés/Personnes déplacées à l'intérieur du pays et leurs communautés d'accueil.
2. La fragilité peut avoir un impact négatif sur la gouvernance ou être la conséquence d'une mauvaise gouvernance. Mais quel que soit le niveau de fragilité, il existe généralement des acteurs non étatiques qui tentent de combler les lacunes en matière de gouvernance. Ces acteurs non étatiques comprennent les groupes d'entraide communautaires, les organisations communautaires, les groupes d'autodéfense, etc., et peuvent devenir les points focaux sur lesquels on peut s'appuyer pour maintenir les services en faveur des populations vulnérables dans les contextes d'intervention difficiles.
3. Le contenu de la politique du Fonds mondial relative aux contextes d'intervention difficiles semble adapté aux besoins de ces pays, tel que mentionné dans divers documents techniques du Fonds mondial et dans les préoccupations soulevées par les parties prenantes interrogées dans le cadre de la présente étude. Bien que le processus d'élaboration de cette politique ait été mené de manière rigoureuse, l'absence de consultation des parties prenantes des pays issus des contextes d'intervention difficiles a constitué une occasion manquée d'enrichir davantage la politique et de la faire adopter par les pays⁴.
4. D'autres défis affectant l'efficacité des programmes dans les pays issus de contextes d'intervention difficiles comprennent le soutien limité des agences gouvernementales et internationales appropriées au niveau national (districts, central, ICN), telles que les agences intervenant dans les situations d'urgence (HCR, OIM, croix rouge) et à toutes les étapes de la mobilisation des subventions.
5. Il est également clairement apparu que le renforcement des systèmes de santé doit faire l'objet d'une attention accrue dans le prochain plan stratégique du Fonds mondial afin d'améliorer l'efficacité globale du programme.
6. Le Fonds mondial accorde trop d'importance aux populations clés, même lorsque celles-ci sont à l'origine de la fragmentation des systèmes communautaires dans le pays, et ne tient pas suffisamment compte du parcours des patients et de l'accès aux services.

Recommandation stratégique

- 1 Le Fonds mondial doit revoir ses conditions d'engagement avec les pays bénéficiaires, conformément aux principes énoncés dans la politique des contextes d'intervention difficiles. Une partie de ce processus consistera à redéfinir son concept d'"appropriation par les pays" et de "partenariat" et à développer des mécanismes de suivi de la mise en œuvre de ses principes et politiques par le personnel responsable du Fonds mondial.
- 2 Le processus de résolution des plaintes des bénéficiaires des financements du Fonds mondial doit être affiné et un médiateur doit être nommé, qui rendra compte directement au CA. Ce rôle ne peut être rempli par le BIC dans le cadre de son mandat actuel. Le Fonds mondial, les pays bénéficiaires et toutes les parties prenantes doivent travailler ensemble pour remédier au déficit actuel en matière de confiance qui affecte sérieusement les programmes.
- 3 Le Fonds mondial doit travailler avec les pays bénéficiaires et d'autres parties prenantes dans le cadre de la révision de la stratégie de renforcement des systèmes de santé dans les pays issus de contextes d'intervention difficiles, afin de garantir l'impact souhaité et durable. Cette stratégie devrait impliquer une approche pays par pays et une approche et une redevabilité régionales.

Références.

1. https://www.theglobalfund.org/media/8493/oig_gf-oig-19-013_report_en.pdf?u
2. <http://www.who.int/health-cluster/about/structure/Global-Fund.pdf?ua=1>.
3. https://www.theglobalfund.org/media/4284/oig_gf-oig-17-002_report_en.pdf
4. UNHCR (2020) <http://data2.unhcr.org/fr/situations/car#category-5>. Accessed November 22, 2020
5. https://www.theglobalfund.org/media/3266/core_operationalpolicy_manual
6. Capitalisation des bonnes pratiques des acteurs communautaires pour assurer la prestation de services VIH, tb et palu en Afrique de l'ouest et du centre, ; réseau d'accès aux médicaments

Remerciements et financement

La présente note de synthèse est le résultat d'une recherche indépendante financée par le Bureau des circonscriptions africaines (BCA) pour le Fonds mondial et menée par le Dr Chidi Nkenewa. Le BCA adresse ses remerciements à la Fondation Bill et Melinda Gates et au Foreign Commonwealth and Development Office pour leur financement.